



Compte rendu



9 octobre 2024 – Grande-Synthe

Réunion thématique n°1 : « Energie électrique : de combien avons-nous besoin ? Quelles sont les alternatives au nucléaire ? »



PROJET DE NOUVEAUX
RĒACTEURS NUCLĒAIRES
À GRAVELINES

ORGANISÉ PAR



COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION THÉMATIQUE

La réunion thématique « Energie électrique : de combien avons-nous besoin ? Quelles sont les alternatives au nucléaire ? » s'est déroulée le 9 octobre 2024 dans la salle de l'Atrium à Grande-Synthe. Cette rencontre avait pour objectif d'aborder les enjeux liés à l'évolution des besoins en électricité à l'échelle du territoire national, régional, et local, et de débattre des différents mix énergétiques qui pourraient permettre d'y répondre.

Près de 80 personnes se sont rassemblées pour cette réunion, majoritairement des habitant.es du territoire, des membres d'associations, des personnes travaillant dans le secteur de l'énergie et quelques élu.es. Au cours des temps d'échanges, 14 participant.es ont pris la parole (5 femmes et 9 hommes) pour poser des questions, interpeler les intervenant.es, les porteurs de projet et l'équipe du débat.

Ouverture de la rencontre

La rencontre s'est ouverte avec un mot d'accueil de Mme Nathalie Desmazières, 1^e adjointe au maire de Grande-Synthe, suivie d'un point d'actualité sur le débat public par M. Luc Martin, président du débat public. Mme Dominique Lancrenon, membre de l'équipe du débat, a ensuite présenté les travaux réalisés dans l'après-midi par des lycéen.nes autour du projet de construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Cet atelier a permis aux jeunes d'exprimer leur enthousiasme sur les promesses de créations d'emplois associées au projet d'ERP2, mais aussi certaines craintes sur les conséquences du changement climatique sur le territoire, la gestion des déchets nucléaires, ou encore la capacité du territoire à absorber la croissance de population qui pourrait être induite par le chantier. Ils ont souligné au cours de leurs échanges la nécessité de trouver un équilibre entre l'usage du nucléaire et des énergies renouvelables, tout en insistant sur l'importance de la sobriété pour réduire les besoins en électricité.

Le contexte législatif

La fin du temps introductif a permis à Mme Isabelle Barthe, membre de l'équipe organisatrice du débat « Nouveaux réacteurs nucléaires et projet Penly »¹ et garante de la concertation à venir sur la nouvelle Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), de présenter le contexte réglementaire dans lequel s'inscrit le projet de nouveaux réacteurs nucléaires à Gravelines. Elle a notamment rappelé qu'aucune loi de programmation énergie-climat n'avait été adoptée en 2023, ce qui laisse de nombreuses incertitudes quant au contenu des PPE et Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) à venir. La Commission nationale du débat public avait d'ailleurs souligné en septembre dernier² la nécessité de clarifier le processus législatif nécessaire à la mise en œuvre (ou non) du programme de nouveau nucléaire, et l'absence de réponses apportées par l'Etat à l'issue du débat public « Nouveaux réacteurs nucléaires et projet Penly ».

Séquence 1 – Les besoins en électricité

¹ Le [débat public « Nouveaux réacteurs nucléaires et projet Penly »](#) organisé par la CNDP s'est tenu du 27 octobre 2022 au 27 février 2023

² CNDP, [Séance plénière du 4 septembre 2024](#).

Suite à ce rappel du contexte réglementaire, la première séquence thématique de la réunion était consacrée aux besoins en électricité et à leur évolution.

Table ronde n°1

M. Eric Vidalenc, directeur régional adjoint de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), a ouvert la séquence en présentant les **quatre scénarios élaborés par l'ADEME**. Ces scénarios, qui mobilisent différents leviers pour **atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050**, impliquent tous de réduire la consommation globale d'énergie et de développer rapidement les énergies renouvelables. M. Laurent Cantat-Lampin, délégué régional de RTE dans les Hauts-de-France, a ensuite présenté les **scénarios d'évolution de la demande en électricité élaborés par RTE à l'échelle nationale, mais également à l'échelle régionale et locale**. Selon ces scénarios prospectifs, la demande en électricité dans les Hauts-de-France pourrait augmenter de 45% d'ici 2030, et la moitié de cette hausse pourrait être concentrée dans le dunkerquois, pour fournir l'électricité nécessaire à la décarbonation des industries du territoire. Mme Rebecca Wangler, cheffe de projet planification territoriale pour l'association Virage Energie, a conclu cette table ronde en définissant la notion de sobriété et en soulignant son importance dans **l'ensemble des scénarios. Son intervention a permis de rappeler que** des études montraient qu'une société véritablement « sobre » pourrait satisfaire l'ensemble de ses besoins énergétiques par le seul recours aux énergies renouvelables.

Temps d'échanges avec le public

Au cours du temps d'échanges suivant cette présentation, des participant.es ont dénoncé le **caractère non démocratique des discussions autour de la relance du nucléaire**, arguant qu'en l'absence de loi de programmation énergie-climat, il n'était pas possible de débattre du développement de nouveaux réacteurs nucléaires.

Une partie du débat a ensuite porté sur les moyens de répondre aux besoins en électricité identifiés pendant la table ronde. Certaines personnes ont affirmé la **nécessité de développer du nucléaire à Gravelines**, pointant le caractère pilotable de cette énergie et la proximité du site avec des industries gourmandes en électricité, tandis que d'autres estimaient que **s'appuyer sur le nucléaire serait trop coûteux et freinerait le développement des énergies renouvelables**, en rappelant que la France était déjà en retard par rapport aux objectifs fixés par l'Union Européenne. Un participant a par ailleurs souligné la nécessité d'assurer la **reconversion des infrastructures gazières existantes, pour préserver les emplois de cette filière**. En réaction, le délégué régional de RTE a confirmé la volonté de s'appuyer sur un mix énergétique varié, tandis que le directeur régional adjoint de l'ADEME rappelait la nécessité de considérablement **réduire la consommation de gaz, y compris de gaz vert, pour atteindre la neutralité carbone en 2050**.

Enfin, certain.es ont cité l'hiver 2022 comme exemple illustrant la capacité des Français.es à réduire leur consommation d'électricité. Mme Wangler a réagi en rappelant que **la sobriété devait être choisie, collective, et juste socialement**, alors que la baisse de consommation en 2022 avait été largement contrainte par la hausse des prix de l'électricité, plaçant de nombreux foyers en situation de **précarité énergétique**.

Séquence 2 – Les scénarios de production énergétique

La seconde séquence thématique était consacrée aux **moyens de production d'électricité, en réponse aux besoins identifiés** au cours de la première séquence.

Table ronde n°2

M. Guillaume Dezobry, maître de conférences en droit public, a ouvert la séquence par un état des lieux du parc nucléaire français actuel, rappelant que **les 56 réacteurs en fonctionnement fournissent 70% de l'électricité française**. Historiquement, l'électricité produite par le nucléaire avait un prix très compétitif, garanti par des dispositifs législatifs, qui sont aujourd'hui en cours de révision. M. Laurent Cantat-Lampin a ensuite présenté les **différents scénarios envisagés par RTE pour atteindre la neutralité carbone et répondre à la demande d'électricité** des Français.es. Ceux-ci sont très contrastés allant **d'un scénario M01 où le mix électrique est composé à 100% d'énergies renouvelables**, à un **scénario N03 où 14 EPR seraient construits, en plus de petits réacteurs modulaires, pour atteindre 27 GW de nouveau nucléaire**. L'ensemble des scénarios impliquent néanmoins un développement rapide des énergies renouvelables, pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles, y compris dans les scénarios où de nouveaux réacteurs nucléaires seraient construits à moyen terme. M. Paulo Serge Lopes, président de Virage Energie, a rappelé que la décarbonation du mix énergétique devait être rapide et a souligné que les **délais de construction envisagés pour les EPR2 ne permettraient pas de sortir de la dépendance aux énergies fossiles suffisamment rapidement pour répondre à l'urgence climatique**.

Temps d'échanges avec le public

Ces présentations ont suscité des questions sur les **coûts du projet sur l'ensemble de son cycle de vie** (de la construction au démantèlement), sur la **fiabilité de la technologie EPR2** et les financements envisagés pour **financer le programme de nouveau nucléaire**. M. Antoine Ménager, directeur du programme nouveau nucléaire en charge du débat public EPR2 Gravelines pour EDF, a présenté la **première estimation des coûts du programme EPR2**, autour de 51.6 milliards d'euros, en précisant qu'elle était **en cours de révision et que des précisions seraient apportées d'ici la fin de l'année** par le délégué interministériel au nouveau nucléaire. M. Laurent Cantat-Lampin a également indiqué que les coûts des différents scénarios élaborés par RTE étaient détaillés au sein du rapport « Futurs énergétiques 2050 » à partir de la page 544³. Il a par ailleurs précisé que les énergies renouvelables nécessitaient de construire plus de lignes électriques pour les raccorder au réseau, ce qui était aussi à considérer dans leur coût de développement. M. Eric Vidalenc a réagi en indiquant que les études menées par l'ADEME montraient que les coûts de développement des énergies renouvelables tendaient à diminuer, alors que les coûts du nouveau nucléaire demeuraient incertains.

Au cours de ce temps d'échanges, plusieurs personnes sont revenues sur le cadre réglementaire et législatif, **regrettant l'absence de débat sur la loi de programmation énergie-climat au Parlement** pour légitimer les orientations prises et insistant sur la nécessité d'avoir un cap clair pour pouvoir débattre des différents scénarios de mix énergétiques. M. Paulo Serge Lopes a aussi déploré que le débat sur des projets précis ait lieu avant qu'une stratégie globale ne soit élaborée et insisté sur la nécessité de changer collectivement les modes de consommation pour réduire la consommation d'énergie.

³ RTE, « [Futurs énergétiques 2050 : les scénarios de mix de production à l'étude permettant d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050](#) »

D'autres participant.es ont souligné que les **impacts négatifs des projets industriels accueillis sur le territoire pesaient directement sur les habitant.es du dunkerquois**, qui en subissaient les conséquences au quotidien, mais aussi sur celles et ceux qui vivent à proximité des sites d'enfouissement ou de retraitement des déchets nucléaires, en France ou à l'étranger.

La question de la dépendance de la France à l'égard d'autres pays pour le **retraitement des déchets et l'approvisionnement en uranium** a également été soulevée par un participant, signalant la présence régulière de bateaux transportant de l'uranium enrichi à destination de la Russie dans le port de Dunkerque.

Enfin, les intervenant.es ont été interrogé.es sur l'échelle de la prise de décision et la place des pays voisins de la France dans ce débat. M. Guillaume Dezobry et M. Laurent Cantat-Lampin ont indiqué que le marché de l'énergie était l'un des éléments fondateurs de la construction européenne : **les Etats européens sont aujourd'hui dépendants les uns des autres et l'énergie circule en permanence au-delà des frontières** pour répondre aux besoins de tous.tes les européen.nes.

Conclusion

M. Jean-Michel Stievenard, membre de l'équipe du débat, a conclu cette rencontre en remerciant les personnes présentes et en rappelant que l'objectif de la Commission nationale du débat public étaient **que la parole du public soit entendue et puisse éclairer la prise de décision**. Suite à certains éléments débattus au cours de la rencontre, il a annoncé la saisine de la cellule de clarification des controverses techniques sur le besoin ou non de produire de l'énergie au plus près des lieux de consommation. Enfin, il a annoncé la tenue le 5 novembre d'une réunion thématique sur les coûts et délais, sujets ayant soulevé plusieurs questions au cours de la soirée.